TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MONTRÉAL

DOSSIER : **C-2022-5382-2** (19-0351-1)

LE 14 AOÛT 2025

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE SYLVIE SÉGUIN,
JUGE ADMINISTRATIF**

LE COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

c.

L'agent **MICHAEL-GILBERT DAOUST**, matricule 302
Membre du Service de police de Châteauguay

DÉCISION SUR SANCTION

NOTE : LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE REND UNE ORDONNANCE EN VERTU DE L'ARTICLE 229 DE LA *LOI SUR LA POLICE*, RLRQ, c. P-13.1 ET MET SOUS SCELLÉS LES PIÈCES SP-4 ET SP-5.

INTRODUCTION

[1] Le Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) rend une décision le 4 décembre 2024¹ qui confirme que l'agent Michael-Gilbert Daoust a dérogé aux articles 5 et 6 du *Code de déontologie des policiers du Québec*² (Code).

¹ *Commissaire à la déontologie policière c. Daoust*, 2024 QCTADP 63.

² RLRQ, c. P-13.1, r. 1.

[2] Il a abusé de son autorité en utilisant une force plus grande que celle nécessaire et en procédant à l'arrestation sans droit de monsieur Marc-André Laberge (art. 6). Il lui a aussi manqué de respect (art. 5).

[3] Le juge administratif ayant rendu la décision au fond est à la retraite au moment de l'audience sur sanction. Le Tribunal désigne donc un autre juge administratif pour entendre les parties et rendre la décision sur sanction.

[4] Le Commissaire à la déontologie policière (Commissaire) suggère au Tribunal d'imposer une suspension globale de dix jours sans traitement³, tandis que la partie policière suggère l'imposition d'une sanction de trois jours de suspension sans traitement assortie d'une formation dispensée par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) portant sur l'actualisation sur les connaissances juridiques du patrouilleur d'une durée de sept heures⁴.

[5] Après avoir considéré la gravité objective de l'inconduite, le contexte dans lequel elle a été commise, le dossier déontologique, le risque de récidive et la jurisprudence, le Tribunal impose une suspension de cinq jours ouvrables sans traitement à l'agent Daoust et lui impose une mesure, soit de suivre avec succès une formation de sept heures.

RAPPEL DES FAITS

[6] En décembre 2021, une tempête hivernale provoque des fermetures de routes. L'agent Michael-Gilbert Daoust est affecté à la régulation de la circulation à l'intersection des routes 207 et 221 pour dévier la circulation en raison d'un carambolage plus loin, au sud sur la route 221.

[7] Monsieur Laberge est au volant d'un camion tirant une remorque. Il revient d'un encan où il a acheté deux bœufs. Il est accompagné de son père.

[8] Il approche lentement de l'intersection où l'agent Daoust dirige la circulation. L'agent lui fait signe de se diriger vers l'est tandis qu'il veut passer par l'ouest. Il s'approche de l'agent et s'arrête à sa hauteur, sa vitre entrouverte. Il tente de lui poser une question, visiblement pour obtenir des indications. L'interaction tourne brusquement à l'escalade.

³ Pour l'article 6 du Code : cinq jours de suspension sans traitement pour l'arrestation et deux jours de suspension sans traitement pour l'usage de la force, ces sanctions à être imposées de façon concurrente. Pour l'article 5 du Code : trois jours de suspension pour manque de respect à être imposé consécutivement.

⁴ Pour l'article 6 du Code : trois jours de suspension sans traitement, plus une formation de sept heures pour l'arrestation et deux jours de suspension sans traitement pour l'usage de la force. Pour l'article 5 : une réprimande ou une journée de suspension pour le manque de respect. Les sanctions à être imposées de façon concurrente.

[9] L'agent Daoust frappe violemment sur le capot du véhicule de monsieur Laberge qui s'insurge et blasphème. L'agent lui intime l'ordre de sortir de son véhicule. Rapidement, l'agent agrippe le bras de monsieur Laberge et tente de l'extirper du camion.

[10] Monsieur Laberge est attaché et la portière du véhicule est verrouillée. Il a de la difficulté à atteindre le levier de vitesse de son camion pour mettre l'embrayage à l'arrêt. Lorsqu'il réussit, sa portière se déverrouille et il détache sa ceinture de sécurité.

[11] Il est tiré à l'extérieur de son camion, il est mis en état d'arrestation, est menotté et amené au véhicule de patrouille de l'agent Daoust, puis fouillé.

[12] Le Tribunal conclut que l'agent Daoust a mal évalué la situation et s'est mépris sur l'intention de monsieur Laberge.

[13] Pendant l'intervention, l'agent Daoust emploie un langage grossier et agressif, manquant ainsi de respect à l'égard de monsieur Laberge.

[14] Qui plus est, l'agent fait suivre une demande d'évaluation de la capacité de monsieur Laberge à conduire un camion à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). Le Tribunal a considéré que cela constituait un manque de respect et de considération.

[15] Lorsque monsieur Laberge est finalement libéré, son camion a été déplacé. Il est inquiet, car il sait que son père a de la difficulté à conduire dans ces conditions météo. Il se rend à un commerce d'où il contacte des membres de sa famille. Il finit par apprendre que son père s'est arrêté dans une ville voisine et attend qu'on vienne le chercher, ce qu'il fera après avoir été lui-même récupéré par une de ses connaissances.

ANALYSE

Les principes applicables en matière d'imposition de la sanction

[16] Les policiers jouissent de pouvoirs considérables, susceptibles d'entraîner des conséquences significatives sur la vie des citoyens.

[17] Dans son rôle de gardien des normes et des conduites imposées à l'ensemble des policiers du Québec, le Tribunal doit tenir compte de l'objectif premier du Code, visant à assurer une meilleure protection du public en instaurant et en développant au sein des services policiers, des standards élevés de services à la population, dans le respect des droits et libertés de la personne⁵.

⁵ *Code de déontologie des policiers du Québec*, préc., note 2, art. 3.

[18] La sanction en déontologie policière vise avant tout à protéger le public dans ses interactions avec les policiers. Elle doit avoir un effet dissuasif, tant à l'égard du policier concerné pour prévenir la récidive qu'à l'égard de l'ensemble des corps policiers⁶.

[19] Lorsqu'un policier adopte une conduite dérogatoire au Code, la *Loi sur la police*⁷ (Loi) prévoit l'éventail de sanctions pouvant lui être imposées, allant de la réprimande à la destitution. Ces sanctions peuvent être assorties de mesures telles que l'obligation de suivre avec succès une formation ou un stage de perfectionnement⁸.

[20] Pour déterminer la sanction appropriée, le Tribunal évalue la gravité de l'inconduite en tenant compte de l'ensemble des circonstances propres à l'affaire, de même que de la teneur du dossier de déontologie de l'agent, conformément à la volonté exprimée par le législateur⁹.

[21] Le Tribunal s'appuie également sur la jurisprudence applicable à des inconduites comparables dans le but de favoriser l'harmonisation des sanctions. Les fourchettes jurisprudentielles ainsi dégagées doivent néanmoins conserver une souplesse d'application afin d'évoluer avec leur époque et de tenir compte de problématiques émergentes, propres à certains types de manquements.

[22] La jurisprudence ne saurait toutefois supplanter le principe fondamental de l'individualisation de la sanction. Celle-ci doit refléter les circonstances particulières de l'affaire et demeurer proportionnée à la gravité de l'écart de conduite reproché.

Gravité objective de l'inconduite

[23] Avant d'examiner les circonstances particulières entourant les inconduites, le Tribunal doit d'abord s'attarder à la nature même de l'acte dérogatoire et à sa gravité objective¹⁰.

⁶ Pierre ISSALYS et Denis LEMIEUX, *L'action gouvernementale. Précis de droit des institutions administratives*, 3^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, p. 978 et 979; Pierre BERNARD, « La sanction en droit disciplinaire : quelques réflexions », dans S.F.C.B.Q, vol. 206, *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire (2004)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, <https://edoctrine.caij.qc.ca/developpements-recents/206/367026504>; *Cartaway Resources Corp. (Re)*, 2004 CSC 26; *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA); *Marston c. Autorité des marchés financiers*, 2009 QCCA 2178, par. 67 et 68.

⁷ RLRQ, c. P-13.1.

⁸ *Id.*, art. 234.

⁹ *Id.*, art. 235.

¹⁰ Pierre BERNARD, préc., note 6, p. 87 et 88.

Article 5 du Code – Confiance et considération

[24] La gravité objective s'apprécie au regard des valeurs fondamentales qui sous-tendent les devoirs énoncés au Code : la compétence et la confiance (qui visent à assurer une protection efficace de la population), ainsi que la probité, l'intégrité et le professionnalisme (garants de normes élevées de service et d'un haut degré de conscience professionnelle), le tout dans le respect des droits et libertés de la personne¹¹.

[25] La confiance du public constitue un pilier central du système de déontologie policière. Les citoyens doivent pouvoir faire confiance aux policiers, se sentir protégés et en sécurité. De leur côté, les corps policiers doivent pouvoir compter sur la collaboration et le soutien de la population pour mener à bien leur mission.

[26] Une inconduite qui mine la confiance et la considération des citoyens envers les services policiers peut avoir des répercussions néfastes sur l'ensemble de la population, notamment en détériorant les relations entre l'institution policière et le public qu'elle est appelée à servir et en miner la légitimité.

[27] La confiance du public se bâtit jour après jour, à travers les gestes concrets posés par les policiers dans l'ensemble des volets de leur mission. Y porter atteinte constitue un manquement d'une gravité élevée.

Article 6 du Code – L'abus d'autorité

[28] Quiconque a recours à la force et blesse autrui s'expose à des sanctions, que ce soit dans le cadre d'un recours civil, d'une poursuite criminelle ou d'une instance devant un tribunal administratif. Il existe toutefois certaines exceptions, notamment celle qui permet aux policiers d'avoir recours à la force nécessaire dans l'exercice de leurs fonctions.

[29] Ce pouvoir est strictement encadré par des dispositions législatives, notamment, par le *Code criminel*¹² et par le *Code de procédure pénale*¹³.

¹¹ *Code de déontologie des policiers du Québec*, préc., note 2; *Commissaire à la déontologie policière c. Nadon*, 2023 QCCDP 49.

¹² L.R.C. 1985, c. C-46, art. 25 et 26.

¹³ RLRQ, c. C-25.1, art. 46, 82, 86, 109 et 354.

[30] Le Code reconnaît aussi implicitement au policier le pouvoir de recourir à la force dans l'exercice de ses fonctions, mais uniquement dans la mesure où cette force est nécessaire pour accomplir ce qu'il doit faire ou ce qu'il lui est permis de faire. La force utilisée doit ainsi être optimale et adéquate : elle doit répondre aux critères de raisonnable, de nécessité et de proportionnalité¹⁴.

[31] L'arrestation constitue par ailleurs un pouvoir d'exception. Priver un citoyen de sa liberté sans droit est un manquement sérieux, représentant une atteinte à ses droits fondamentaux. Une telle mesure constitue une inconduite dont la gravité objective est élevée lorsqu'elle est exercée de manière arbitraire, immodérée ou excessive¹⁵.

[32] Bien que la faute soit reprochée en vertu de l'article 6 du Code, il ne faut pas sous-estimer l'impact d'une telle inconduite. Elle porte atteinte à la confiance et à la considération que les citoyens accordent à la fonction policière. En définitive, c'est la légitimité même de l'ensemble des services policiers qui se trouve fragilisée chaque fois qu'un agent outrepassé les limites de son autorité.

Gravité contextuelle – Circonstances et facteurs subjectifs

[33] Pour assurer l'individualisation de la sanction, le Tribunal tient compte des facteurs subjectifs propres au policier visé. Ces éléments peuvent avoir un effet atténuant, aggravant ou tout simplement neutre. Ils ne pourront cependant pas avoir plus d'importance sur la sanction que la gravité objective de l'inconduite.

[34] L'agent Daoust compte huit années d'expérience au moment de l'intervention. Il s'agit cependant de la première fois qu'il est affecté à diriger la circulation dans des conditions météorologiques aussi rigoureuses. Le froid est si intense que les policiers se relaient toutes les 15 minutes. Le stress inhérent à ces conditions était donc important, d'autant plus que l'agent est en poste depuis déjà plusieurs heures lorsqu'il intervient auprès de monsieur Laberge.

[35] Il a erronément interprété la manœuvre de monsieur Laberge. Cette erreur de perception ne saurait cependant atténuer la gravité des inconduites commises. Même si une crainte initiale pouvait à la limite être invoquée, elle n'aurait pu durer que quelques instants. Or, les gestes répréhensibles se sont poursuivis au-delà de cette perception initiale.

[36] La détention ne s'est pas indûment prolongée et l'usage de la force n'a pas entraîné de blessure permanente pour monsieur Laberge.

¹⁴ *Commissaire à la déontologie policière c. Palacios*, 1993 CanLII 15583 (QC TADP).

¹⁵ *Commissaire à la déontologie policière c. Baron*, 2023 QCCDP 23, par. 19, conf. par 2024 QCCQ 4273.

[37] Lors de sa libération, monsieur Laberge exprime à l'agent Daoust son inquiétude concernant son père et lui demande où il se trouve. L'agent lui répond que ce n'est pas son problème. Une telle réponse aggrave le manque de respect déjà constaté. Ce manque de considération est également manifeste dans les conséquences importantes découlant de l'envoi d'un rapport demandant à la SAAQ de procéder à l'évaluation de l'aptitude à conduire de monsieur Laberge.

[38] Le Commissaire allègue que l'agent Daoust présente un risque de récidive élevé, car il a nié avoir tenu les propos qui lui sont reprochés. Le Tribunal ne peut toutefois souscrire à cet argument. Il conclut que la preuve administrée ne permet pas de se prononcer de façon éclairée sur le risque de récidive que pourrait présenter l'agent Daoust.

[39] En ce qui concerne les lettres déposées en reconnaissance du travail de l'agent Daoust,¹⁶ le Tribunal les considère comme un facteur neutre. Sans minimiser la valeur de son travail, il demeure que la sanction à déterminer doit porter spécifiquement sur l'événement du 25 février 2019.

Dossier de déontologie

[40] L'agent Daoust n'a aucune inscription à son dossier déontologique.

Position des parties

[41] Rappelons que le Commissaire suggère d'imposer à l'agent Daoust une suspension totale de dix jours pour les trois chefs, soit :

- une suspension sans traitement de sept jours pour l'arrestation (art. 6);
- une suspension sans traitement de cinq jours pour l'usage de la force (art. 6);
Ces deux suspensions à être imposées de manière concurrente;
- une suspension sans traitement de trois jours pour le manque de respect (art. 5) à être imposée consécutivement aux périodes de suspension pour l'arrestation et l'usage de la force.

[42] La partie policière suggère pour sa part d'imposer à l'agent Daoust les sanctions et la mesure suivantes :

- une suspension sans traitement de trois jours pour l'arrestation assortie d'une mesure de formation de sept heures dispensée par l'ENPQ (art. 6);

¹⁶ Pièces SP-4 et SP-5.

- une suspension sans traitement de deux jours pour l'usage de la force (art. 6);
- une réprimande pour le manque de respect; subsidiairement si le Tribunal considère qu'il y a lieu d'imposer une suspension, elle devrait être d'au plus d'une journée;

Les suspensions à être imposées de manière concurrente.

Jurisprudence

[43] L'examen de la jurisprudence permet d'assurer la cohérence des décisions rendues, de situer la gravité du manquement reproché dans un cadre comparatif et de guider le Tribunal dans l'imposition d'une sanction juste, proportionnée et harmonisée avec les précédents.

[44] Chacun des chefs sera examiné en commençant par l'arrestation. Suivront l'usage de la force et le manque de respect.

Arrestation – Chef 1

[45] La majorité des décisions sur sanction déposées par le Commissaire visant des agents ayant abusé de leur autorité dans le cadre d'une arrestation imposent une suspension sans traitement de cinq jours¹⁷. Trois décisions imposent une suspension sans traitement de dix jours et elles seront distinguées.

[46] Celles déposées par la partie policière concernent principalement des affaires pour lesquelles deux et trois jours de suspension sans traitement ont été imposés¹⁸. Une seule décision rapporte une suspension sans traitement de un jour pour des policiers ayant abusé de leur pouvoir en procédant à l'arrestation d'un citoyen¹⁹ et sera distinguée.

¹⁷ *Commissaire à la déontologie policière c. Rivard*, 2001 CanLII 27836 (QC TADP), conf. en partie par 2002 CanLII 21250 (QC CQ); *Commissaire à la déontologie policière c. Bélanger*, 2002 CanLII 49302 (QC TADP), conf. en partie par 2004 CanLII 16451 (QC CQ); *Commissaire à la déontologie policière c. Brault*, 2013 QCCDP 24, conf. en partie par 2014 QCCQ 9801.

¹⁸ *Commissaire à la déontologie policière c. Légaré*, 2023 QCCDP 36 (3 jours); *Commissaire à la déontologie policière c. Mayrand*, 2014 QCCDP 53 (3 jours); *Commissaire à la déontologie policière c. Ciancio*, 2013 QCCDP 54 (2 jours), conf. en partie par 2014 QCCQ 11738; *Commissaire à la déontologie policière c. Malo*, 2010 CanLII 44944 (QC TADP) (2 jours), conf. par 2011 QCCQ 3219; *Commissaire à la déontologie policière c. Lamanque*, 2010 CanLII 66866 (QC TADP) (2 jours), conf. par 2011 QCCQ 14106.

¹⁹ *Commissaire à la déontologie policière c. Asselin*, 2014 QCCDP 44 (1 jour), conf. par 2015 QCCQ 5684.

Suspension de 1 jour sans traitement

[47] Dans l'affaire *Asselin*, le Tribunal a rejeté les chefs qui avaient été portés sous l'article 6 du Code, mais retenu les inconduites, dont l'arrestation et l'usage de la force, sous l'article 7 du Code.

[48] Le Tribunal tient compte de la nature « légère » de l'accusation qui est portée à l'égard du citoyen, que les policiers ont peu d'expérience et qu'ils n'ont pas abusé de leur autorité, mais ont plutôt manqué de jugement. Cette affaire s'éloigne de façon marquée de l'intervention de l'agent Daoust et est écartée.

Suspension de 10 jours sans traitement

[49] La première décision concerne deux policiers : l'un cumulant plusieurs années d'expérience, l'autre étant plutôt novice. Pour l'arrestation d'un citoyen, le policier moins expérimenté se voit imposer un jour de suspension sans traitement, tandis que le policier expérimenté se voit imposer une suspension de dix jours sans traitement. Le Tribunal retient à son endroit qu'il a agi par malice et par vengeance²⁰. Or, aucun élément de cette nature n'est présent dans le comportement de l'agent Daoust.

[50] La deuxième décision vise un policier qui a provoqué un citoyen. De plus, il a un antécédent déontologique²¹. Là encore, les circonstances diffèrent trop de la présente affaire.

[51] La troisième décision sanctionne un policier qui arrête un citoyen sans avoir acquis des motifs valables. Le Tribunal souligne que cette arrestation était dictée par le ressentiment personnel de l'agent envers le citoyen, aggravant ainsi l'inconduite²². De nouveau, rien de tel n'est reproché à l'agent Daoust.

Suspension de 2, 3 ou 5 jours sans traitement

[52] Restent les suspensions de deux et trois jours, et celles de cinq jours.

²⁰ *Commissaire à la déontologie policière c. Bisson*, 2003 CanLII 57299 (QC TADP), conf. par 2007 QCCQ 3161.

²¹ *Commissaire à la déontologie policière c. Mercier*, 2010 CanLII 42983 (QC TADP), conf. par 2011 QCCQ 7513.

²² *Commissaire à la déontologie policière c. Bernier*, 2014 QCCDP 10, conf. par 2015 QCCQ 790.

[53] Dans les affaires *Ciancio*, *Légaré*, *Mayrand* et *Malo* le Tribunal est appelé à déterminer la sanction applicable à des inconduites commises en vertu de l'article 7 du Code. Ces décisions ne sont pas considérées, car elles visent des manquements liés au défaut de respecter l'autorité de la loi et des tribunaux. Or, l'inconduite reprochée à l'agent Daoust relève de l'article 6 du Code, lequel sanctionne un abus d'autorité et comporte intrinsèquement une notion d'excès dans l'exercice des fonctions.

[54] Le Tribunal ne conclut pas pour autant que ces décisions ne peuvent jamais servir de repère. Toutefois, il privilégiera les précédents portant sur des inconduites visées par le même article du Code lorsqu'ils sont disponibles.

[55] Compte tenu des précédents ayant imposé une suspension sans traitement de cinq jours dans des situations comparables, le Tribunal estime qu'il y a lieu de retenir cette sanction. En conséquence, une suspension sans traitement de cinq jours sera imposée à l'agent Daoust pour avoir abusé de son autorité en arrêtant monsieur Laberge sans droit.

Usage de la force – Chef 2

[56] Le Commissaire se réfère aux décisions *Bélanger*²³, *Bisson*²⁴, *Mercier*²⁵, *Brault*²⁶ et *Bernier*²⁷. Parmi celles-ci, seule l'affaire *Bisson* concerne une sanction imposée pour une inconduite visée par l'article 6 du Code.

[57] Dans cette affaire, le sergent Raynald Bisson se voit imposer une suspension sans traitement de un jour pour avoir abusé de son autorité en exerçant une force plus grande que nécessaire. Son collègue, l'agent Steve Blanchet, se voit imposer une suspension sans traitement de dix jours pour la même inconduite, le Tribunal ayant retenu qu'il a agi par malice et par vengeance. Or, de telles caractéristiques sont absentes du comportement de l'agent Daoust. La gravité subjective reprochée à l'agent Daoust est moindre. Le Tribunal ne retient pas cette décision comme étant un précédent comparable.

[58] La partie policière dépose cinq décisions, dont une porte sur la sanction d'une inconduite visée par l'article 7 du Code. Il s'agit de l'affaire *Malo*²⁸. Le Tribunal ne s'y attardera pas, disposant par ailleurs de trois autres décisions relatives à des inconduites sanctionnées en vertu de l'article 6 du Code.

²³ *Commissaire à la déontologie policière c. Bélanger*, préc., note 17.

²⁴ *Commissaire à la déontologie policière c. Bisson*, préc., note 20.

²⁵ *Commissaire à la déontologie policière c. Mercier*, préc., note 21.

²⁶ *Commissaire à la déontologie policière c. Brault*, préc., note 17.

²⁷ *Commissaire à la déontologie policière c. Bernier*, préc., note 22.

²⁸ *Commissaire à la déontologie policière c. Malo*, préc., note 18.

[59] Il s'agit des affaires *Latulippe*²⁹, *Lamanque*³⁰ et *Bigras*³¹. Pour chacune d'elles, le Tribunal impose aux agents une suspension sans traitement de un ou de deux jours. Évidemment, les faits ne sont pas identiques à la présente, mais demeurent comparables.

[60] Le Tribunal imposera donc à l'agent Daoust une suspension sans traitement de deux jours pour avoir abusé de son autorité en utilisant une force plus grande que nécessaire envers monsieur Laberge.

Manque de respect – Chef 3

[61] Le Commissaire dépose cinq décisions pour lesquelles les sanctions imposées vont de un jour de suspension à deux jours de suspension sans traitement³². Dans ces affaires, le manque de respect porté aux citoyens comporte une gravité subjective moins élevée que celle imputée à l'agent Daoust. Une sixième décision impose à un agent une suspension sans traitement de cinq jours. Il s'agit de l'affaire *Fournier*³³.

[62] La partie policière dépose six décisions pour lesquelles le Tribunal sanctionne des inconduites portées sous l'article 5 du Code visant un manque de respect en imposant des réprimandes³⁴, un blâme³⁵, un jour de suspension sans traitement³⁶ et deux mois d'habilité à exercer les fonctions d'agent de la paix (soit l'équivalent de deux jours de suspension sans traitement)³⁷.

[63] Le Tribunal distingue les décisions imposant des réprimandes, des blâmes et des suspensions d'une ou de deux journées sans traitement, car ces sanctions sont imposées pour des inconduites présentant un degré de gravité objective contextuelle moindre.

²⁹ *Commissaire à la déontologie policière c. Latulippe*, 2014 QCCDP 61.

³⁰ *Commissaire à la déontologie policière c. Lamanque*, préc., note 18.

³¹ *Commissaire à la déontologie policière c. Bigras*, 2014 QCCDP 66, conf. par 2015 QCCQ 12409.

³² *Commissaire à la déontologie policière c. Silverman*, 2015 QCCDP 8; *Commissaire à la déontologie policière c. Gamache Khoukaz*, 2018 QCCDP 32, conf. par 2019 QCCQ 8285; *Commissaire à la déontologie policière c. Blémur*, 2019 QCCDP 44, inf. par *Blémur c. Dowd*, 2021 QCCQ 1552; *Slicer c. Racicot*, C.Q. Bonaventure, n° 105-02-000247-968, 2 octobre 1998 j. De Pokomandy; *Commissaire à la déontologie policière c. Tulliani*, 2009 CanLII 57597.

³³ *Commissaire à la déontologie policière c. Fournier*, 2022 QCCDP 40, conf. par 2024 QCCQ 1728.

³⁴ *Commissaire à la déontologie policière c. Lamanque*, préc., note 18; *Commissaire à la déontologie policière c. Ledoux*, 2002 CanLII 49275 (QC TADP), conf. par 2003 CanLII 32413 (QC CQ); *Commissaire à la déontologie policière c. Locas*, 2014 QCCDP 37;

³⁵ *Commissaire à la déontologie policière c. Bélanger*, 2014 QCCDP 24, conf. par 2015 QCCQ 6780.

³⁶ *Commissaire à la déontologie policière c. Locas*, préc., note 34; *Commissaire à la déontologie policière c. Barrette*, 2023 QCCDP 57, conf. par 2024 QCCQ 4743; *Commissaire à la déontologie policière c. Briand*, 2022 QCCDP 51 (agent Vézina).

³⁷ *Commissaire à la déontologie policière c. Briand*, préc., note 36 (agente Briand).

[64] Il convient également de préciser que ces décisions sont antérieures à 2023, année charnière au cours de laquelle le législateur a revu l'article 234 de la Loi et abrogé l'avertissement ainsi que le blâme parmi les sanctions que le Tribunal peut imposer³⁸.

[65] Le Tribunal considère que les facteurs subjectifs de la présente se rapprochent beaucoup plus de l'affaire *Fournier*³⁹, sans toutefois atteindre le même degré de gravité en ce qui concerne les facteurs subjectifs propres à l'agent Daoust.

[66] Conséquemment, le Tribunal imposera à l'agent Daoust une suspension de quatre jours sans traitement pour avoir manqué de respect à l'égard de monsieur Laberge.

L'imposition d'une formation est-elle une mesure appropriée dans les circonstances?

[67] Compte tenu de la nature de l'inconduite reprochée sous le premier chef de citation relativement à un abus d'autorité en procédant à l'arrestation de monsieur Laberge, le Tribunal estime que l'imposition d'une mesure sous forme de formation est appropriée dans les circonstances. L'analyse de la preuve ne révèle pas une volonté délibérée de contrevenir aux obligations déontologiques, mais plutôt un manque manifeste de jugement ou de maîtrise des bonnes pratiques professionnelles dans un contexte spécifique.

[68] L'agent Daoust ne présente pas d'antécédent déontologique et ne semble pas avoir agi par malveillance, bien que son comportement ait eu pour effet de porter atteinte à la confiance du public envers la fonction policière. Une formation ciblée, portant notamment sur les pouvoirs d'un patrouilleur, constitue donc une mesure proportionnée visant à prévenir toute récidive.

[69] Cette mesure répond à l'objectif premier du Code, soit d'assurer une meilleure protection du public par l'élévation des standards professionnels au sein des services policiers.

³⁸ *La Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* (L.Q. 2023, c. 20) est entrée en vigueur le 5 octobre 2023. Cette loi modifie le régime des sanctions applicables en vertu de la *Loi sur la police*, préc., note 7. De plus, l'article 116 de cette loi prévoit que « Les articles 233, 234 et 235 de la *Loi sur la police*, tels que modifiés par, respectivement, les articles 64, 65 et 66 de la présente loi, s'appliquent à la conduite d'un policier qui constitue un acte dérogatoire au *Code de déontologie des policiers du Québec* (chapitre P-13.1, r. 1) antérieur au 5 octobre 2023 ».

³⁹ Préc., note 33.

[70] La partie policière propose l'imposition d'une formation visant à actualiser les connaissances juridiques de l'agent, qui serait dispensée par l'ENPQ. Cette formation a pour objectif de mettre à jour les connaissances des policiers sur les pouvoirs d'arrestation, de détention, de remise en liberté et de fouille tant dans des contextes de patrouille courantes qu'inhabituelles.

[71] Avant de formuler cette recommandation au Tribunal, la partie policière a consulté l'inspecteur-chef de la division des enquêtes criminelles et des normes professionnelles du Service de police de Châteauguay. Ce dernier a examiné deux formations proposées et a approuvé et encouragé la démarche⁴⁰. Comme la partie policière propose uniquement un des cours approuvés, le Tribunal imposera à l'agent Daoust de réussir avec succès le cours 203-106-16 – Actualisation des connaissances juridiques du patrouilleur d'une durée de sept heures, dispensé par l'ENPQ et prend acte que son supérieur facilitera l'application de cette mesure.

[72] En terminant, le Tribunal distingue l'affaire *Younanian*⁴¹ déposée par la partie policière de la présente. Dans cette décision, le Comité de discipline de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec (Comité) a reconnu l'intimée coupable de chefs d'infractions déontologiques. En analysant la sanction appropriée pour chacun des chefs, le Comité conclut que l'imposition cumulative d'amendes totalisant 12 000 \$ combinée à l'obligation de suivre une formation, imposait à madame Jizel Younanian une sanction excessive et de nature punitive.

[73] Le Comité souligne également que les amendes à être imposées ne tiennent pas compte de la reconnaissance de culpabilité de madame Younanian à huit des douze chefs d'accusation.

[74] Considérant l'importance du montant total des amendes, dans le respect du principe de la globalité des sanctions, du contexte de la commission de l'infraction et de la bonne foi de madame Younanian, le Comité choisit de substituer une réprimande à l'un des chefs qui imposait initialement le paiement d'une amende de 3 000 \$.

[75] Or, les faits de cette affaire se distinguent nettement de ceux du présent dossier, notamment en ce qui concerne l'application du principe de la globalité de la sanction. En l'espèce, les suspensions sans traitement sont imposées de manière concurrente et non cumulative. De plus, contrairement à madame Younanian, l'agent Daoust ne sera vraisemblablement pas privé de revenu pendant qu'il suivra la formation que le Tribunal s'apprête à lui imposer.

⁴⁰ Pièce SP-2, Cours 203-106-16 : Actualisation des connaissances juridiques du patrouilleur (7 heures); 203-123-24 : Actualisation des compétences du patrouilleur (80 heures).

⁴¹ *Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec c. Younanian*, 2021 CanLII 108193 (QC OACIQ).

Les sanctions doivent-elles être imposées de façon concurrente ou consécutive?

[76] Le Commissaire demande que les suspensions imposées pour les chefs 1 et 2 le soient de façon concurrente, mais qu'elles s'exécutent consécutivement à la sanction imposée pour le chef 3.

[77] En vertu de l'article 234 de la Loi, Le Tribunal dispose du pouvoir d'ordonner que des sanctions soient imposées de manière consécutive. En principe, lorsque les faits sont étroitement liés et découlent d'un même incident, les sanctions doivent être concurrentes. Toutefois, des sanctions consécutives peuvent être justifiées lorsqu'il s'agit d'inconduites distinctes, séparées dans le temps ou différentes quant à leur objet⁴².

[78] Dans la présente, les inconduites ne présentent pas de caractère suffisamment distinct ni sont séparées dans le temps ou suffisamment différentes quant à leur objet pour justifier que le Tribunal ordonne qu'elles soient imposées de façon consécutive.

[79] **POUR CES MOTIFS**, le Tribunal :

Chef 1

[80] **PREND ACTE** que le Service de police de Châteauguay prendra les dispositions nécessaires pour permettre à l'agent **MICHAEL-GILBERT DAOUST** de s'inscrire et de suivre la formation 203-106-16 – Actualisation des connaissances juridiques du patrouilleur d'une durée de sept heures, dispensé par l'École nationale de police du Québec;

[81] **IMPOSE** à l'agent **MICHAEL-GILBERT DAOUST** de suivre avec succès la formation 203-106-16 – Actualisation des connaissances juridiques du patrouilleur d'une durée de sept heures dispensée par l'École nationale de police du Québec;

[82] **IMPOSE** les sanctions suivantes à l'agent **MICHAEL-GILBERT DAOUST**, lesquelles s'exécuteront de façon concurrente :

Chef 1

[83] **une suspension de cinq jours ouvrables** pour avoir dérogé à l'article 6 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir abusé de son autorité en arrêtant monsieur Marc-André Laberge sans droit);

⁴² *Tan c. Lebel*, 2010 QCCA 667; *Boucher c. Simard*, 2014 QCCQ 2707; *Cool c. Commissaire à la déontologie policière*, 2023 QCCQ 4345.

Chef 2

[84] **une suspension de deux jours ouvrables** pour avoir dérogé à l'article **6** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir abusé de son autorité en utilisant une force plus grande que nécessaire envers monsieur Marc-André Laberge);

Chef 3

[85] **une suspension de quatre jours ouvrables** pour avoir dérogé à l'article **5** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir manqué de respect à l'égard de monsieur Marc-André Laberge).

Sylvie Séguin

M^e Angèle Chevrier
Roy, Chevrier, Avocats
Procureurs du Commissaire

M^e Genesis Diaz
RBD Avocats s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie policière

Lieu de l'audience : À distance

Date de l'audience : 2 mai 2025